

À Saint-Maurice, la gestion des abus sexuels par l’abbaye a été défailante

Violences Le rapport mené par des chercheurs de l’Université de Fribourg censé faire la lumière sur les faits survenus dans le monastère a été publié. Il charge lourdement la communauté sur son traitement de ces affaires.

David Genillard Textes

Au moins 23 chanoines impliqués, un novice, des clerics et des laïcs; des violences allant de sous-entendus sexuels à un cas de viol, en passant par des attouchements répétés, des actes d'exhibitionnisme, des avortements forcés dans une mission en Afrique... Vendredi, l'Université de Fribourg a rendu public son rapport sur les abus sexuels commis au sein de l'Abbaye de Saint-Maurice.

Il confirme de nombreux abus dévoilés par différents médias, à la suite de la diffusion d'une enquête de la RTS, en novembre 2023, et accable le monastère sur sa gestion de ces violences.

Archives passées au crible

En mars 2024, l'Abbaye de Saint-Maurice a demandé l'ouverture d'une enquête neutre pour faire la lumière sur ces agissements. Un groupe de travail a alors été créé, mené par Anne-Françoise Praz et Stéphanie Roulin, toutes deux enseignantes à l'Université de Fribourg, et par Pierre Aubert, procureur général du canton de Neuchâtel, rassemblant également des juristes, une sociologue et des historiennes.

Les chercheurs se sont penchés sur les archives de l'abbaye, y compris les dossiers des quatre abbés qui se sont succédé à la tête de l'institution depuis les années 1970. Ils se sont également appuyés sur une soixantaine de témoignages de victimes, de proches ou d'anciens élèves du Collège de Saint-Maurice et de l'internat adjacent, dirigés jusqu'à récemment par la communauté des chanoines. Ils ont aussi procédé à l'audition de 24 d'entre eux.

Ce travail a permis d'identifier 67 situations de violences sexuelles survenues entre 1972 et 2022. Certains racontent comment un religieux qui enseignait au collège a demandé à des internes de prendre la pose torse nu. L'homme qui s'est dénoncé spontanément en 2023, dans le cadre de l'enquête sur ces abus, a avoué avoir masturbé deux étudiants dans un autre canton. Il avait déjà été visé au début des années 1970 par une plainte pour exhibitionnisme. Interdit d'enseignement à Saint-Maurice, il avait été déplacé dans un autre collège pour revenir plus tard comme professeur en Agaune.

Ce traitement est-il symptomatique de la gestion de ces violences? C'est ce qu'ont voulu savoir les chercheurs: «Plus que l'étude approfondie de cas particuliers, le but de cette enquête était de déterminer quelles situations de violences ou d'abus sexuels révélaient les témoins et les archives et de comprendre le contexte qui a favorisé leur apparition», explique Lorraine Odier. La sociologue ajoute: «Il faut relativiser les chiffres quant au nombre de cas, de victimes et d'auteurs. Notre étude n'est pas exhaustive et il est probable que la publication de ce rapport débouchera sur de nouveaux témoignages.»

Le constat est sans appel: cette gestion a été tout sauf exemplaire.



Vue sur l'abbaye de Saint-Maurice, qui fait aujourd'hui face à la publication du rapport sur les abus commis en son sein. Chantal Dervey – Archives

«Cette démarche de vérité est difficile, mais salutaire»

Désigné pour assurer la communication à l'occasion de la publication de l'étude menée suite à la révélation des abus (*lire ci-dessus*), le chanoine Antoine Salina a reçu «24 heures» à l'abbaye.

Le rapport de l'Université de Fribourg confirme de nombreux faits évoqués dans les médias. Êtes-vous surpris de ses conclusions?

Ce qui nous a abasourdis, c'est l'ampleur et le nombre de témoignages entourant ces affaires. Nous prenons aussi conscience, à sa lecture, que l'impact sur les victimes a été beaucoup plus lourd que nous l'avions considéré. Nous réitérons notre demande de pardon et nous mettons en œuvre un plan d'action pour la vérité, la réparation et le soutien à la gouvernance.

M^{re} Scarcella était au courant d'au moins un cas d'attouchements sur une mineure et n'a pas agi. Pourquoi l'avoir reconduit dans sa fonction d'abbé?
S'agissant de sa réintroduction, nous ne sommes pas allés en communauté contre la position de Rome, qui reconnaît M^{re} Scarcella comme l'abbé légitime.

N'est-ce pas une preuve d'un manque de remise en question?
Encore une fois, nous regardons avec lucidité nos dysfonctionne-



Le chanoine Antoine Salina ce mercredi à l'abbaye. Chantal Dervey

«Ce qui importe aujourd'hui, c'est la souffrance des victimes et l'impact qu'ont eu sur elles ces gestes. Le rapport pointe une banalisation et une culture du silence, et nous l'admettons.»

Antoine Salina
Chanoine

ments. Il est important de rappeler qu'à la suite du premier rapport de la Conférence des évêques suisses et de l'émission «Mise au point», nous avons rapidement décidé de procéder à une investigation neutre. Nous avons commandé cette étude à Pierre Aubert et avons autorisé d'emblée sa publication in extenso, sans connaître son contenu. Au final, le rapport nous oblige à reconnaître de nombreuses erreurs. C'est une démarche de vérité que nous avons voulu mener, difficile, mais salutaire.

Est-ce que la démission de M^{re} Scarcella est évoquée?
Comme chaque membre de la Congrégation des chanoines de Saint-Maurice, l'abbé doit s'inter-

roger en conscience et répondre lui-même à cette question.

L'étude décrit une communauté «atomisée». La distance grandissante entre les chanoines n'a-t-elle pas facilité la dissimulation des violences?

Il faut reconnaître que c'est aussi mon ressenti et celui de plusieurs chanoines. Comment l'expliquer? Peut-être par la crise des vocations, qui fait que notre effectif diminue, alors que nos tâches demeurent. Nos chanoines ont tous des casquettes variées, y compris à l'extérieur du monastère. Nous sommes peu nombreux et certaines défaillances ont pu, de ce fait, passer sous les radars, faute de cohésion entre les chanoines.

L'étude souligne une victimisation récurrente des auteurs, parfois décrits par les abbés comme «des personnes en souffrance». L'esprit de confraternité n'a-t-il pas conduit à minimiser les actes?
Soyons clair: il est extrêmement difficile de voir un confrère accusé de la sorte. C'est humain. Ce qui importe aujourd'hui, c'est la souffrance des victimes et l'impact qu'ont eu sur elles ces gestes et tout un ensemble de décisions que l'on peut reprocher à l'Abbaye de Saint-Maurice de ne pas avoir prises. Le rapport pointe une banalisation et une culture du silence, et nous l'admettons.

«On constate des pratiques récurrentes visant à protéger la réputation de l'institution par la minimisation des faits, voire le dénigrement de ceux et celles qui les ont dénoncés», souligne Stéphanie Roulin. À plusieurs reprises, des auteurs présumés, voire condamnés, sont simplement déplacés. «Une attitude aggravée par un manque de suivi des différentes situations», ajoute l'historienne.

Certains se voient écartés de l'enseignement ou privés de leur pastorat, comme cet ancien curé des Alpes vaudoises, condamné à deux reprises pour avoir consommé des images à caractère pédopornographique. «Après ces affaires médiatisées, l'abbaye a cherché à communiquer pour rassurer, mais sans investiguer pour savoir si ces affaires avaient affecté des élèves du collège.»

Auteurs d'abus victimisés

Et, surtout, tant les abbés que certains confrères victimisent volontiers les auteurs présumés, décrits comme des personnes «accablées», «en grande souffrance». Exemple, en pleine tourmente après l'arrestation du curé amateur de pédopornographie en 2004, M^{re} Joseph Roduit répond au quotidien «Le Matin»: «L'abbaye de Saint-Maurice est à terre, laissez-nous respirer. [...] Les chanoines sont terriblement blessés par ces publications.»

Quid de la souffrance des victimes? Elle a longtemps été minimisée. Désigné pour assurer la communication à la publication de ce rapport, le chanoine Antoine Salina le reconnaît sans détour, dans l'interview exclusive qu'il a donnée mercredi à «24 heures» (*lire l'encadré*): «L'impact sur les victimes a été beaucoup plus lourd que nous l'avions considéré.»

Une journée du souvenir pour les victimes

Les affaires successives l'ont montré: l'abbaye n'a guère été capable de tirer les enseignements de ces crises. «C'est un fait que l'étude souligne: nous avons eu de la peine à prendre la pleine mesure de ces crises. D'autres décisions auraient dû être prises s'agissant de certains confrères et de leur fonction à l'époque.»

En ira-t-il différemment cette fois? Antoine Salina veut y croire: «Nous avons élaboré un plan d'action, largement dicté par les recommandations des auteurs du rapport. Il passe par la reconnaissance et l'écoute des victimes: il faut leur offrir un lieu d'écoute neutre, avec un point de contact externe et professionnel, auprès d'un psychologue ou d'un médiateur.»

L'abbaye prévoit également l'organisation d'une journée annuelle de mémoire et de reconnaissance des victimes. «Nous présenterons dans les douze mois un message officiel de reconnaissance publique. Parmi les autres mesures figure la mise en place d'une commission du conseil en gouvernance chargée du pilotage de ce plan, ce qui constitue un changement majeur pour l'abbaye.»